

1989, chapitre 8  
**LOI MODIFIANT LA LOI  
SUR LA SÉCURITÉ DANS  
LES ÉDIFICES PUBLICS**

---

**Projet de loi 118**

présenté par M. Yves Séguin, ministre du Travail

Présenté le 23 mars 1989

Principe adopté le 4 avril 1989

Adopté le 10 mai 1989

**Sanctionné le 5 juin 1989**

---

**Entrée en vigueur: le 5 juin 1989**

---

**Loi modifiée:**

Loi sur la sécurité dans les édifices publics (L.R.Q., chapitre S-3)







## CHAPITRE 8

### Loi modifiant la Loi sur la sécurité dans les édifices publics

[Sanctionnée le 5 juin 1989]

LE PARLEMENT DU QUÉBEC DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

c. S-3,  
a. 10, mod.

**1.** L'article 10 de la Loi sur la sécurité dans les édifices publics (L.R.Q., chapitre S-3) est modifié par la suppression, dans les cinquième et sixième lignes du paragraphe 5, des mots « de tout homme ».

c. S-3,  
a. 11, ab.

**2.** L'article 11 de cette loi est abrogé.

c. S-3,  
a. 13, mod.

**3.** L'article 13 de cette loi est modifié par la suppression, dans les neuvième, dixième et onzième lignes, des mots « doivent être construits dans les trente jours après que l'ordre a été donné, et tous ces moyens de sauvetage ou issues ».

c. S-3,  
a. 21, ab.

**4.** L'article 21 de cette loi est abrogé.

c. S-3,  
a. 22, remp.

**5.** L'article 22 de cette loi est remplacé par le suivant:

Rideau de  
scène

« **22.** Un théâtre doit être pourvu d'un rideau de scène ignifuge et mû par un mécanisme approuvé par l'inspecteur. ».

c. S-3,  
a. 35, mod.

**6.** L'article 35 de cette loi est modifié par le remplacement du paragraphe 1 par le suivant:

Infraction  
et peine

« 1. Le propriétaire d'édifice public qui contrevient à la présente loi ou à ses règlements ou dont l'édifice n'est pas conforme à l'une de leurs dispositions commet une infraction et est passible, outre le paiement des frais, d'une amende de 250 \$ à 575 \$ s'il s'agit d'une personne physique et de 575 \$ à 1 150 \$ s'il s'agit d'une personne morale.

Récidive

En cas de récidive dans les deux ans de la condamnation pour une même disposition, le contrevenant est passible, outre le paiement des frais, d'une amende de 500 \$ à 1 150 \$ s'il s'agit d'une personne physique et de 1 150 \$ à 2 300 \$ s'il s'agit d'une personne morale. ».

c. S-3,  
a. 36, mod.

**7.** L'article 36 de cette loi est modifié :

1° par le remplacement, dans les quatrième et cinquième lignes du paragraphe 1, des mots « l'amende indiquée dans l'article 35, d'une pénalité n'excédant pas 60 \$ et des frais pour chaque jour que tel édifice reste ainsi ouvert » par « le paiement des frais, de l'amende prévue à l'article 35 » ;

2° par le remplacement, dans le deuxième alinéa du paragraphe 2, des mots « tout homme de la police municipale ou de » par « la police municipale ou » ;

3° par le remplacement du paragraphe 3 par le suivant :

Propriétaire  
d'édifice  
public

« 3. Tout propriétaire d'édifice public qui entrave l'action d'un inspecteur ou met obstacle à l'exercice de ses fonctions commet une infraction et est passible, outre le paiement des frais, de l'amende prévue à l'article 35. ».

c. S-3,  
aa. 36.1 à  
36.3, aj.

**8.** Cette loi est modifiée par l'addition, après l'article 36, des suivants :

Sécurité  
compromise

« **36.1** Tout propriétaire d'édifice public qui, par action ou par omission, compromet directement et sérieusement la sécurité des personnes qui habitent, fréquentent ou ont accès à un édifice public, commet une infraction et est passible, outre le paiement des frais, d'une amende de 750 \$ à 1 725 \$ s'il s'agit d'une personne physique et de 1 725 \$ à 3 450 \$ s'il s'agit d'une personne morale.

Récidive

En cas de récidive dans les deux ans de la condamnation pour une même disposition, le contrevenant est passible, outre le paiement des frais, d'une amende de 1 500 \$ à 3 450 \$ s'il s'agit d'une personne physique et de 3 450 \$ à 6 900 \$ s'il s'agit d'une personne morale.

Infractions  
distinctes

« **36.2** Lorsqu'une infraction visée aux articles 35 ou 36.1 a duré plus d'un jour, on compte autant d'infractions distinctes qu'il y a de jours qu'elle a duré. Ces infractions distinctes peuvent toutefois être décrites dans un seul chef d'accusation.

Personne  
morale

« **36.3** Lorsqu'une personne morale a commis une infraction visée à l'article 35 ou à l'article 36.1, l'administrateur, le dirigeant, l'officier, l'employé ou le représentant de cette personne morale qui a autorisé ou permis la perpétration d'une telle infraction, ou qui y

a consenti, commet une infraction, s'il savait ou aurait dû savoir que ses agissements auraient comme conséquence probable la perpétration de l'infraction, et est passible de l'amende prévue pour une personne physique par l'article 35 ou par l'article 36.1, selon le cas. ».

c. S-3,  
a. 37, mod.

**9.** L'article 37 de cette loi est modifié par le remplacement, dans la deuxième ligne du paragraphe 3, des mots « de six mois » par « d'un an ».

c. S-3,  
a. 38, remp.

**10.** L'article 38 de cette loi est remplacé par le suivant :

Avis au  
contrevenant

« **38.** Le poursuivant peut signifier, par poste recommandée ou certifiée, un avis préalable au contrevenant. Cet avis indique notamment la nature de l'infraction, l'amende minimale prévue pour cette infraction, le montant des frais fixés par règlement du gouvernement et l'endroit où cette amende et ces frais peuvent être payés.

Paiement de  
l'amende

L'amende et les frais sont payables dans les dix jours qui suivent la signification de l'avis.

Poursuite  
pénale

Ce paiement empêche la poursuite pénale contre cette personne qui est alors considérée comme ayant été déclarée coupable de l'infraction.

Omission  
de l'avis

L'omission de l'avis préalable ne peut être invoquée à l'encontre du poursuivant. Toutefois, le contrevenant qui, lors de sa comparution, admet sa culpabilité et démontre que cet avis ne lui a pas été signifié ne peut être condamné à payer un montant supérieur à celui qu'il aurait été appelé à payer en vertu d'un avis. ».

c. S-3,  
a. 41, remp.

**11.** L'article 41 de cette loi est remplacé par le suivant :

Défectuo-  
sités

« **41.** Un inspecteur peut, s'il l'estime opportun, émettre un avis indiquant au propriétaire d'édifice public les défauts qu'il a constatés et fixer un délai pour permettre à ce propriétaire de se conformer à la présente loi ou à ses règlements.

Mesure  
supplétive

L'inspecteur peut en outre dans cet avis enjoindre le propriétaire de prendre pendant ce délai toute mesure supplétive qu'il juge nécessaire en vue de rendre l'édifice sécuritaire pour les personnes qui y habitent, le fréquentent ou y ont accès. ».

c. S-3,  
a. 42, mod.

**12.** L'article 42 de cette loi est modifié par l'insertion, dans la deuxième et la dernière lignes et après le mot « loi », des mots « ou à ses règlements ».

Entrée en  
vigueur

**13.** La présente loi entre en vigueur le 5 juin 1989.